La crise du capitalisme poursuit tous les jours ses ravages. Près de 74.000 emplois ont été supprimés en 2009 et plus de 60.000 autres le seront encore en 2010. Des dizaines de milliers de familles se retrouvent dans une précarité extrême. Alors que les travailleurs ne sont pas responsables de cette crise, ce sont eux qui en payent les pots cassés. Le gouvernement a trouvé des milliards d'euros pour sauver les banquiers spéculateurs, mais il ne fait rien pour sauver l'emploi! Pendant ce temps-là, les coupables recommencent à s'enrichir en spéculant en bourse.

Nos vies et nos emplois valent plus que leurs profits!

Avant la crise, le patronat multipliait déjà les plans de licenciements pour accroître ses profits et les investir dans la spéculation boursière pour satisfaire les actionnaires.

L'effondrement des banques trouve d'ailleurs sa racine dans ce système et, aujourd'hui, les patrons utilisent le prétexte de la crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée pour supprimer encore plus d'emplois, tout en maintenant de juteux profits.

Il n'est pas acceptable que la vie des salariés soit prise en otage et dépende de choix économiques dont ils ne sont pas responsables. Quand un chauffard provoque un carambolage sur une route, on ne fait pas payer les victimes, mais bien le responsable de l'accident. Pourquoi serait-ce différent dans les entreprises?

Il est temps d'imposer le droit à un emploi stable et bien payé comme un droit social fondamental, au même titre que celui à la santé, au logement, à l'éducation. Il est temps d'enlever ce droit exorbitant au patronat et de garantir une vie décente à toutes et à tous. Pour cela, une mesure d'urgence s'impose: interdire les licenciements!

Interdire les licenciements? C'est possible!

Pour défendre l'emploi, les travailleurs se battent souvent dos au mur, entreprise par entreprise et ne reçoivent pas tout le soutien nécessaire de la part des directions syndicales pour unifier leurs luttes. Or, il faut aussiune solution globale et réalisable pour tous et toutes et une lutte d'ensemble pour l'imposer!

- La LCR est pour l'interdiction totale des licenciements dans toutes les entreprises, par la création d'un fonds public financé par l'ensemble du patronat. Ce fonds mutualisé permettrait de maintenir tous les emplois et les salaires: les profits des grandes entreprises servant à garantir les emplois dans celles qui connaissent réellement des difficultés.

Ce fonds et les livres de comptes doivent être contrôlés par les travailleurs pour déterminer si oui ou non une entreprise est effectivement en difficulté.

- Le patronat use et abuse également des licenciements individuels pour contourner les obligations liées aux licenciements collectifs et économiques, mais aussi pour maintenir la peur et son pouvoir disciplinaire. Il est inacceptable que les patrons se fassent eux-mêmes justice en accusant, instruisant, sanctionnant et exécutant eux-mêmes des fautes qu'ils imputent aux travailleurs et jamais à eux-mêmes.

Les travailleurs et leurs organisations syndicales doivent avoir un droit de regard sur les licenciements individuels et imposer la réintégration obligatoire de tous les travailleurs licenciés abusivement.

- Interdire les licenciements, c'est aussi maintenir l'emploi lorsqu'une entreprise fait faillite. Plutôt que de fermer l'entreprise et voir partir en fumée les infrastructures et le savoir-faire des

travailleurs, il faut exiger leur reconversion professionnelle, avec maintien du statut et du salaire, ou la reconversion technique de l'entreprise par sa nationalisation sous contrôle des salariés.

Nos droits sont le fruit de nos luttes!

Tout est une question de rapport de forces: imposer l'interdiction des licenciements est possible à condition de s'y mettre tous ensemble, comme les salariés ont imposé dans le passé la journée de huit heures, les congés payés ou l'interdiction du travail des enfants. La plupart des droits obtenus ne l'ont été que par les luttes. Il faut unifier les résistances à la crise dans un mouvement d'ensemble, dans l'unité syndicale FGTB-CSC basée sur un plan d'action offensif.

C'est le moment d'inverser la vapeur: Un emploi, c'est un droit! Aux capitalistes de payer leur crise!

OPERATION VERITE

Cadeaux au patronat: **15 milliards**

Aide publique aux banques: **24 milliards**

Fortunes des 100 familles les plus riches: **51 milliards**

Chômage: **+15 %** en 2011

UN EMPLOI, C'EST UN DROIT!
Interdisons les licenciements!

Pour l'emploi et le climat: Créons 500.000 emplois de qualité!

info@lcr-lagauche.be // www.lcr-lagauche.be

Tract en format PDF